



Assemblée générale

Distr. limitée
28 avril 2023
Français
Original : anglais

Comité de l'information

Quarante-cinquième session

24 avril-4 mai 2023

Point 11 de l'ordre du jour

**Examen et adoption du rapport que le Comité présentera
à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-huitième session**

Projet de rapport

Rapporteuse : Liliana Verónica Baños **Müller** (El Salvador)

Chapitre III Débat général

1. Lors du débat général, des déclarations ont été faites par les représentant(e)s de Cuba (au nom du Groupe des 77 et de la Chine, et également au nom du Groupe des Amis de la langue espagnole au sein des Nations Unies), de l'Union européenne (au nom de ses États membres), de Djibouti (au nom du Groupe des ambassadeurs francophones), de l'Angola (au nom de la Communauté des pays de langue portugaise), de la Lettonie (à titre national et également au nom de l'Estonie et de la Lituanie), de l'Afrique du Sud, du Costa Rica, d'Israël, de la Fédération de Russie, de Malte, de Cuba (à titre national), des États-Unis d'Amérique, du Portugal, du Libéria, de la Côte d'Ivoire, d'El Salvador, de Madagascar, de la Malaisie, du Japon, de l'Ukraine, de l'Espagne, de la République bolivarienne du Venezuela, du Népal, du Pakistan, du Sénégal, du Bangladesh, du Mexique, du Maroc, de l'Inde, du Brésil, du Liban, de l'Égypte, de la République de Corée, de la Chine, de l'Italie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Bélarus, de la République populaire démocratique de Corée, de l'Algérie, de l'Argentine, de l'Arabie saoudite, de la République islamique d'Iran, de la Ligue des États arabes et de l'Organisation internationale de la Francophonie.

2. Le débat général a débuté après une déclaration du Président du Comité. Celui-ci a noté que le monde actuel, en rapide évolution et interconnecté, a enregistré une augmentation des menaces sans précédent, notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques et l'aggravation des conflits nouveaux ou existants. Il a souligné le rôle que jouait le Comité s'agissant de lutter contre les différents défis en donnant la priorité à la diffusion d'informations précises et opportunes. Il a ensuite fait valoir que l'accent devrait être mis sur la réduction de la fracture numérique et la réalisation d'une connectivité universelle en garantissant un accès à égalité au large bande et aux données pour toutes et tous. Le Président a



par ailleurs salué le travail entrepris par le Département de la communication globale pour lutter contre les discours de haine, la mésinformation et la désinformation.

3. La Secrétaire générale adjointe à la communication globale a également fait une déclaration, dans laquelle elle a donné un aperçu des diverses activités et initiatives menées par le Département. Elle a noté que les crises mondiales dont l'examen était inscrit à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies ne manquaient pas. Des défis tels que la COVID-19 et la guerre en Ukraine avaient facilité la mésinformation, la désinformation et les discours de haine, phénomènes devenus de ce fait si répandus qu'on ne pouvait plus les ignorer alors que leurs incidences se faisaient de plus en plus sentir. Elle a souligné la nécessité d'utiliser des informations factuelles et impartiales pour donner de l'espoir et fournir des exemples concrets de solutions aux problèmes collectifs les plus importants, plutôt que de se contenter de les définir. Elle a souligné que le Département comprenait l'importance du multilinguisme et a appelé l'attention sur les activités qu'il entreprenait pour faire du multilinguisme équilibré une réalité.

4. Lors de l'examen des questions de fond dont le Comité était saisi, de nombreuses délégations, dont celles prenant la parole au nom de grands groupes, se sont dites préoccupées par la prolifération de la mésinformation et de la désinformation entourant la menace existentielle que représentaient les changements climatiques ou les chocs interconnectés subis par l'offre de produits alimentaires et les prix du carburant, qui s'ajoutaient aux autres crises mondiales. Des orateurs ont dit leur inquiétude de voir la manipulation de l'information sur la guerre en Ukraine être utilisée pour tromper les publics nationaux et l'audience internationale. À cet égard, beaucoup ont souligné le rôle crucial de l'ONU dans l'obtention d'informations fiables pour tous. Plusieurs délégations ont mis en évidence le fait qu'il fallait que l'Organisation communique plus rapidement et plus stratégiquement et de manière plus complète. En outre, d'aucuns ont exprimé leur inquiétude quant à la suppression d'informations, qui catalyse la violence.

5. De nombreuses délégations ont également noté la prolifération des discours de haine, notamment dans le cadre des persécutions religieuses, de la xénophobie et du racisme. À cet égard, les représentantes et représentants des États Membres ont félicité le Département de promouvoir des informations scientifiques objectives pour lutter contre ce fléau. Dans ce contexte, plusieurs représentants ont fait part de leurs préoccupations concernant les restrictions à la liberté d'expression, en particulier dans des pays engagés dans des conflits en cours. Plusieurs représentants ont évoqué la nécessité de protéger la sécurité des journalistes et leur aptitude à exercer leur métier, en particulier dans les situations de violence. Plusieurs délégations ont souligné l'importance que revêtaient des médias indépendants pour garantir l'accès du public à l'information.

6. De nombreuses délégations se sont félicitées des efforts déployés par le Département pour mener plusieurs campagnes et initiatives visant à lutter contre les crises de l'information. Plusieurs de leurs membres ont salué des initiatives spécifiques telles que l'initiative Verified, le « Programme de formation Chirine Abou Aklé pour les journalistes palestiniens de la presse écrite et audiovisuelle » et la campagne Service et sacrifice. Ces délégations ont également demandé le maintien et la création d'autres activités visant à promouvoir l'égalité femmes-hommes, à prévenir de nouveaux conflits et à réaliser la parité linguistique.

7. S'il est vrai que de nombreux intervenants ont félicité le Département pour son utilisation des médias sociaux et des campagnes et initiatives numériques aux fins de la diffusion des travaux de l'Organisation, ils se sont également dits préoccupés par la fracture numérique croissante à l'intérieur des pays et entre eux. De nombreux intervenants ont exhorté l'Organisation à prendre des mesures pour garantir une plus

grande sécurité de la desserte Internet, en particulier dans les pays en développement. Des orateurs ou oratrices ont également rappelé à l'Organisation de ne pas négliger les médias traditionnels, tels que la radio, la presse écrite et la télévision, sur lesquels une part considérable de la population mondiale comptait encore. En outre, ils ont noté qu'il fallait remédier aux limites de l'accès à des informations fiables, factuelles et multilingues. Plusieurs intervenants ont souligné que le multilinguisme et des médias plus inclusifs, comme les vidéos sous-titrées et les interprétations en langue des signes, constitueraient l'approche idoine pour combler les lacunes existantes et garantir l'accès de tous aux informations diffusées par l'Organisation.

8. Le sujet clé qu'est l'importance continue du multilinguisme s'agissant de diffuser des contenus sur le site web de l'ONU et les plateformes de médias sociaux a été soulevé par plusieurs intervenants, y compris les représentantes et représentants de grands groupes. L'utilisation des six langues officielles doit être équilibrée afin de refléter la diversité, promouvoir efficacement l'Organisation auprès du public à l'échelle mondiale et garantir l'égalité d'accès à l'information. En outre, beaucoup ont évoqué la question tenant à allouer des ressources appropriées aux efforts de multilinguisme déployés dans le Département. Plusieurs représentants ont également relevé la croissance spectaculaire de l'audience francophone et hispanophone et demandé au Département de tenir compte de ce facteur lors de l'allocation des ressources. De nombreux représentants ont constaté que la capacité du Département de financer les efforts en faveur d'un multilinguisme complet et équilibré était limitée, s'agissant, en particulier, de la diffusion d'informations dans des langues non officielles. Toutefois, ils ont engagé le Département à étudier les possibilités de recourir à des contributions novatrices et volontaires afin d'atteindre ces objectifs.

9. De nombreux intervenants ont également salué le travail des centres d'information des Nations Unies. Beaucoup se sont félicités de ce que les centres œuvraient à la promotion des mandats des Nations Unies et mobilisaient l'appui aux travaux de l'Organisation par l'utilisation des langues officielles et non officielles. Des représentants ont félicité les centres de leurs travaux de diffusion d'informations en 134 langues, dont le braille et la langue des signes, en 2022. Des délégations ont souligné la nécessité pour l'Organisation de continuer à soutenir les centres d'information afin de renforcer leur capacité de diffuser des informations aux populations les plus vulnérables.

10. Plusieurs intervenantes ou intervenants, en particulier, de pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, ont discuté de l'augmentation de la violence due à la désinformation et à la désinformation qui a eu des incidences sur les missions en activité. En outre, ces intervenants se sont dits profondément préoccupés par les attaques perpétrées contre les soldats de la paix et d'autres membres du personnel des Nations Unies sur le terrain. Ayant entendu ces commentaires, des intervenants ont encouragé le Département à améliorer ses stratégies de communication pour contrer la propagande anti-Organisation des Nations Unies, qui pourrait également inciter à la méfiance et à la violence envers les soldats de la paix et autres membres du personnel des Nations Unies. Ils ont également exhorté le Département à faire connaître les actions et les objectifs des opérations de maintien de la paix et des soldats de la paix servant dans des conditions difficiles, afin d'inciter les communautés dans lesquelles ils opèrent à les appuyer davantage.

11. De nombreuses délégations ont exprimé leur soutien à l'action menée par le Département pour élaborer un code de conduite mondial destiné à prôner l'intégrité de l'information publique, conformément à la vision énoncée par le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Notre Programme commun ». Des représentants ont demandé que le code soit envisagé dans une perspective multilingue, compte tenu des points de vue et des principes des parties prenantes concernées.

12. La pertinence des partenariats avec les milieux universitaires a été reconnue par quelques représentants, qui ont rappelé que la prolifération de la mésinformation et de la désinformation pouvait être atténuée au mieux par le renforcement de ces collaborations. Une délégation a souligné l'importance d'instaurer également un partenariat avec la société civile et le secteur privé. De nombreuses délégations ont souligné qu'il fallait promouvoir les objectifs et les principes de l'Organisation auprès des jeunes, en mettant l'accent sur l'éducation aux médias.

13. Enfin, des représentantes et représentants ont souligné que la culture de communication et de transparence devait imprégner l'Organisation à tous les niveaux, de façon à faire pleinement connaître aux peuples du monde entier ses objectifs et ses activités. Ils ont déclaré que les efforts de communication de l'Organisation devraient toujours être guidés par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
